

29-4-2020

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Liens: [Publication](#) [NBB.Stat](#) [Information générale](#)

L'activité économique s'est renforcée de 0,5 % au quatrième trimestre de 2019.

- **Sur l'ensemble de l'année 2019, l'économie a progressé de 1,4 %.**
- **L'emploi intérieur s'est accru de 0,4 % par rapport au trimestre précédent et de 1,6 % sur l'ensemble de l'année 2019.**

L'Institut des comptes nationaux (ICN) publie une version révisée des comptes trimestriels de 2019, qui tient notamment compte des données récemment publiées relatives aux comptes des administrations publiques et à la balance des paiements.

Conformément aux meilleures pratiques européennes, les comptes des [administrations publiques](#) des trois dernières années pour lesquelles des chiffres annuels avaient déjà été publiés ont été révisés. Ces modifications ont été intégrées dans la présente publication des comptes trimestriels.

Simultanément à la version révisée des comptes trimestriels de 2019, l'ICN communique le résultat de l'estimation « flash » de la croissance économique au premier trimestre de 2020. Au vu de la crise liée au covid-19, celui-ci fait l'objet d'un [communiqué de presse](#) séparé.

1. Croissance économique et emploi au quatrième trimestre de 2019

Au quatrième trimestre de 2019, le PIB en volume, corrigé des variations saisonnières et des effets de calendrier, a augmenté de 0,5 % par rapport au trimestre précédent. Sur une base annuelle, cela représente une croissance de 1,3 %, contre 1,6 % au troisième trimestre.

Comparativement au trimestre précédent, la valeur ajoutée s'est renforcée tant dans l'industrie (+0,7 %) que dans la construction (+1,6 %) et dans les services (+0,3 %).

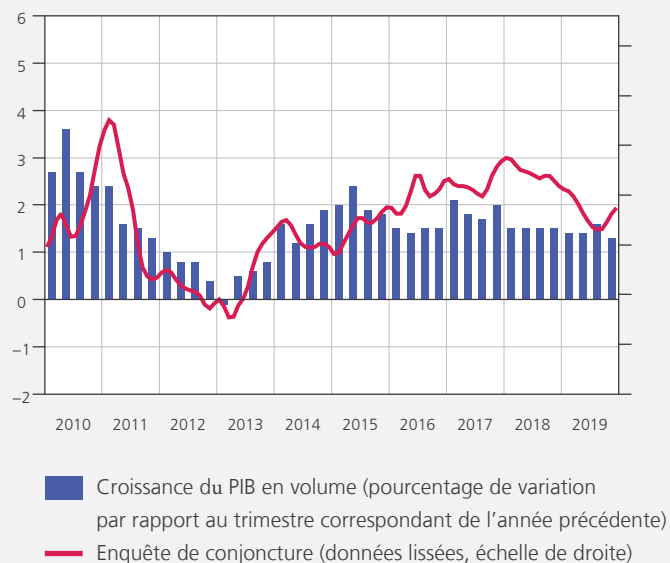
La demande intérieure s'est inscrite en hausse. Les ménages ont augmenté leurs dépenses de consommation de 0,5 % et leurs investissements de 1,5 %. Les entreprises ont intensifié leur formation brute de capital fixe de 1,1 %. Les administrations publiques, quant à elles, ont accru leurs dépenses de consommation (+0,5 %), mais ont diminué leurs dépenses d'investissement de 4,9 %.

Tant les exportations que les importations de biens et de services ont augmenté. La hausse des importations (+1,1 %) a toutefois été plus marquée que celle des exportations (+0,9 %), de sorte que les exportations nettes de biens et de services ont apporté une contribution négative (-0,1 point de pourcentage) à la croissance du PIB.

Au cours du quatrième trimestre de 2019, l'emploi intérieur a affiché une progression de 0,4 % sur une base trimestrielle. En comparaison de la période correspondante de 2018, le nombre de personnes occupées a crû de 1,7 % (ce qui représente une hausse de 80 200 personnes), soit 0,1 point de pourcentage de plus qu'au troisième trimestre (+79 500 personnes).

PIB, ÉVOLUTIONS TRIMESTRIELLES EN VOLUME*(données corrigées des effets saisonniers et de calendrier)*

	Pourcentages de variation par rapport à	
	La période correspondante de l'année précédente	La période précédente
2017 I	2,1	0,8
II	1,8	0,3
III	1,7	0,1
IV	2,0	0,8
2018 I	1,5	0,2
II	1,5	0,3
III	1,5	0,2
IV	1,5	0,8
2019 I	1,4	0,1
II	1,4	0,3
III	1,6	0,4
IV	1,3	0,5

PIB ET ÉVOLUTION CONJONCTURELLE**PRINCIPALES COMPOSANTES***(pourcentages de variation en volume par rapport à la période précédente, corrigés des variations saisonnières et des effets de calendrier)*

	2018				2019			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1. Valeur ajoutée								
Industrie	-1,6	-1,1	-0,2	0,7	0,4	-0,4	0,6	0,7
Construction	1,8	0,7	1,2	1,6	0,8	0,1	0,9	1,6
Services	0,5	0,6	0,3	0,9	0,1	0,5	0,3	0,3
P.m. PIB	0,2	0,3	0,2	0,8	0,1	0,3	0,4	0,5
2. Dépenses								
Dépenses de consommation privée (1)	0,9	0,4	0,0	0,2	0,0	0,5	0,8	0,5
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	0,0	0,9	-0,3	0,5	0,3	1,0	0,4	0,5
Formation brute de capital fixe totale	0,6	0,8	0,1	3,5	-0,2	0,3	0,3	0,5
entreprises	-0,2	0,8	0,2	3,8	-0,9	0,5	0,7	1,1
logements	1,3	0,3	0,3	2,8	2,1	1,4	-2,0	1,5
administrations publiques	4,4	1,9	-0,3	2,7	-0,3	-2,9	1,9	-4,9
Demande intérieure (hors variations des stocks)	0,6	0,6	-0,1	1,0	0,0	0,5	0,6	0,5
Variations des stocks (2)	0,1	0,3	0,4	-0,3	-0,2	0,0	-0,5	0,1
Exportations de biens et de services	-0,6	-1,3	0,8	1,6	-0,4	0,2	-0,2	0,9
Importations de biens et de services	0,0	-0,6	1,0	1,6	-0,8	0,5	-0,6	1,1
Exportations nettes de biens et de services (2)	-0,4	-0,6	-0,2	0,0	0,3	-0,2	0,3	-0,1
3. Marché du travail								
Nombre total de travailleurs	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,5	0,4
Volume de travail des salariés	0,2	0,4	0,3	0,4	0,3	0,2	0,2	0,3

(1) Y compris les institutions sans but lucratif au service des ménages.

(2) Contribution à la variation trimestrielle du PIB.

2. Croissance économique et emploi sur l'ensemble de l'année 2019

Sur l'ensemble de l'année 2019, le PIB en volume, corrigé des effets de calendrier, s'est renforcé de 1,4 %, après avoir grimpé de 1,5 % en 2018.

L'industrie a affiché une croissance positive (+0,8 %) en 2019, alors qu'elle avait enregistré un repli de 1,7 % en 2018. La valeur ajoutée dans la construction a gagné 3,8 %, dans la lignée de la hausse de 3,7 % observée en 2018. Le rythme de croissance s'est en revanche ralenti dans les services, revenant de 2,2 % en 2018 à 1,6 % en 2019.

La demande intérieure s'est renforcée en 2019. Les ménages ont augmenté leurs dépenses de consommation de 1,1 % et leurs investissements de 4,9 %. Les administrations publiques ont elles aussi accru leurs dépenses de consommation (+1,8 %), mais ont réduit leurs investissements de 0,4 %. Les investissements des entreprises se sont quant à eux renforcés de 3,2 %. La croissance de la formation brute de capital fixe totale s'est montée à 3,2 %.

La demande extérieure s'est également accentuée en 2019. Les exportations et les importations de biens et de services ont augmenté de, respectivement, 1,1% et 1,0 %. La contribution des exportations nettes à la croissance du PIB s'est ainsi élevée à 0,1 point de pourcentage en 2019, contre -0,7 point en 2018.

Au cours de l'année 2019, l'emploi intérieur s'est raffermi de 1,6 % (+76 800 personnes), après avoir progressé de 1,4 % (+65 700 personnes) en 2018. Le nombre d'heures travaillées par les salariés a crû de 1,2 % en 2019, après une hausse de 1,6 % en 2018.

PIB, ÉVOLUTIONS ANNUELLES EN VOLUME*(pourcentages de variation, données corrigées des effets de calendrier)*

2016	1,5
2017	1,9
2018	1,5
2019	1,4

PRINCIPALES COMPOSANTES*(pourcentages de variation en volume par rapport à la période précédente, données corrigées des effets de calendrier)*

	2016	2017	2018	2019
1. Valeur ajoutée				
Industrie	-1,2	1,8	-1,7	0,8
Construction	1,4	1,3	3,7	3,8
Services	1,7	2,0	2,2	1,6
P.m. PIB	1,5	1,9	1,5	1,4
2. Dépenses				
Dépenses de consommation privée (1)	1,9	1,8	1,5	1,1
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	0,5	0,0	1,0	1,8
Formation brute de capital fixe totale	3,8	1,3	4,0	3,2
entreprises	5,0	1,6	3,9	3,2
logements	2,4	0,1	1,0	4,9
administrations publiques	-0,7	1,0	10,9	-0,4
Demande intérieure (hors variations des stocks)	2,0	1,3	2,0	1,8
Variations des stocks (2)	0,2	-0,1	0,3	-0,4
Exportations de biens et de services	6,5	5,3	1,2	1,1
Importations de biens et de services	7,5	4,4	2,1	1,0
Exportations nettes de biens et de services (2)	-0,7	0,7	-0,7	0,1
3. Marché du travail				
Nombre total de travailleurs	1,3	1,6	1,4	1,6
Volume de travail des salariés	1,5	2,0	1,6	1,2

(1) Y compris les institutions sans but lucratif au service des ménages.

(2) Contribution à la variation du PIB.

3. Comptes non financiers des secteurs institutionnels au quatrième trimestre de 2019

Les comptes sectoriels sont établis à **prix courants**.

Au quatrième trimestre de 2019, le revenu disponible des ménages s'est accru de 0,5 %. La consommation finale s'est inscrite en hausse de 0,6 %. Dès lors, le taux d'épargne brut s'est légèrement tassé, pour se chiffrer à 12,8 % du revenu disponible.

Sur l'ensemble de l'année 2019, le taux d'épargne des ménages s'est établi à 13,1 %, contre 11,8 % en 2018.

Le taux d'investissement des sociétés non financières a augmenté par rapport au trimestre précédent, passant de 27,2 à 27,4 % de la valeur ajoutée. En hausse de 1,2 % au cours du quatrième trimestre, les investissements des sociétés non financières ont augmenté à un rythme plus soutenu que leur valeur ajoutée brute (+0,5 %).

Sur l'ensemble de l'année 2019, le taux d'investissement des sociétés non financières s'est élevé en moyenne à 27,2 % de la valeur ajoutée, contre 26,9 % en 2018.

Au cours du quatrième trimestre de 2019, le solde de financement des administrations publiques s'est établi à -1,4 % du PIB, contre -1,9 % du PIB le trimestre précédent.

L'amélioration du solde en fin d'année s'explique par une diminution des dépenses plus importante que celle enregistrée du côté des recettes. La réduction des dépenses concerne principalement les transferts courants et les prestations sociales. L'affaiblissement des recettes est essentiellement imputable au recul des recettes non fiscales et non parafiscales.

En ce qui concerne les recettes fiscales et parafiscales, l'augmentation des impôts indirects a plus que compensé la baisse des impôts directs des sociétés.

Le profil trimestriel du solde des administrations publiques est cohérent avec l'estimation annuelle déjà annoncée par l'ICN le 20 avril dernier : sur l'ensemble de l'année 2019, le déficit public s'est dégradé par rapport à l'année précédente, atteignant 1,9 % du PIB.

INDICATEURS CLÉS

(Données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	Ménages ¹		Sociétés non financières		Administrations publiques	
	Taux d'épargne (pourcentages)	Taux d'investissement (pourcentages)	Taux de marge (pourcentages)	Taux d'investissement (pourcentages)	Solde de financement (pourcentages du PIB)	
2017	12,0	9,2	42,0	26,3	-0,7	
2018	11,8	9,3	41,8	26,9	-0,8	
2019	13,1	9,6	40,9	27,2	-1,9	
2017	I	11,8	9,3	42,6	26,1	-0,4
	II	11,9	9,2	42,0	26,4	-0,9
	III	12,1	9,2	41,8	26,2	-0,9
	IV	12,3	9,1	41,7	26,8	-0,5
2018	I	11,3	9,3	41,9	26,6	-0,4
	II	11,5	9,3	41,5	26,8	-0,2
	III	11,5	9,3	41,7	26,7	-0,7
	IV	12,7	9,5	41,9	27,4	-1,9
2019	I	13,1	9,6	41,5	27,2	-2,1
	II	13,6	9,6	40,9	27,2	-2,3
	III	13,0	9,5	40,7	27,2	-1,9
	IV	12,8	9,6	40,4	27,4	-1,4

¹ Y compris les institutions sans but lucratif (ISBL) au service des ménages